

## Entretien avec...

Mark Malloch Brown

Administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement

## «Nous avons appuyé 5 objectifs»

**Forum Education : Quels sont les actions et les ajustements spécifiques dans lesquels votre institution s'est engagée ces dix dernières années, pour soutenir les besoins fondamentaux d'éducation des enfants, des jeunes et des adultes ?**

**Mark Malloch Brown :** La Conférence de Jomtien 1990 sur l'Éducation pour Tous a été un tournant pour le PNUD. Avant Jomtien, l'essentiel des efforts d'éducation du PNUD était orienté vers l'apport de financement et de soutien en matière de bourses et de formation universitaire spécialisée, dont assez peu d'individus pouvaient bénéficier. Depuis Jomtien, le PNUD a de plus en plus concentré ses efforts sur l'appui à l'éducation de base, au sens large du terme.

Les activités du PNUD dans le domaine de l'éducation sont étroitement liées à ses activités dans le domaine de l'éradication de la pauvreté, à l'aide aux pays en développement pour la mise en place d'institutions et de systèmes de gouvernance plus efficaces. La gouvernance est au cœur des préoccupations de l'organisation. A la demande des pays participant au programme, le PNUD a engagé près de 48 pour cent de ses dépenses pendant la période 1992-1996 dans des activités ayant trait à la gouvernance, ce qui inclut des activités dans le domaine de l'éducation, ainsi que dans d'autres domaines sociaux, économiques et politiques.

Pour l'essentiel, le PNUD a apporté son appui à la réalisation des objectifs de l'éducation pour tous au cours des années 1990, de cinq manières :

Premièrement : en apportant un soutien global à la préparation et à la mise en œuvre de Jomtien ;

Deuxièmement : en apportant des

fonds au niveau national pour appuyer les priorités du pays en matière d'éducation ;

Troisièmement : en finançant des programmes régionaux complets en matière de renforcement des capacités pour l'éducation

Quatrièmement : en soutenant les activités de recherche-développement liées à l'Éducation pour tous ; et

Cinquièmement : en apportant des fonds pour soutenir les initiatives novatrices liées à la pauvreté, au partage des meilleures pratiques et à la mobilisation de ressources dans toutes les régions.

**F.E. : Quel a été le plus gros défi auquel votre organisation a été confrontée, dans sa lutte pour promouvoir l'éducation pour tous ?**

**MMB :** Le plus gros défi pour le PNUD a été de s'adapter à la nature changeante et de plus en plus complexe du développement. Pauvreté, VIH/SIDA, catastrophes naturelles et conflits armés, poids de la dette, non accès aux technologies de l'information TI et autres technologies, tous ces facteurs se conjuguent pour faire payer un lourd tribut aux pays en développement. Ils sont aggravés par la diminution de l'aide au développement – notamment pour les pays d'Afrique subsaharienne, qui ont les plus gros besoins. L'éducation est étroitement enfermée dans chacun de ces facteurs, qui l'affecte de très près. En conséquence, les solutions doivent être d'une grande portée et globales. Pour avoir le plus grand impact, le PNUD doit se concentrer sur l'apport de conseils politiques de précision, et de soutien pour le renforcement institutionnel.

**F.E. : Comment les Technologies de l'Information peuvent-elles soutenir l'éducation pour tous ?**



**MMB :** Il y a encore beaucoup trop de gens qui pensent que l'Internet n'est pas un outil pour les pays riches, arguant du fait que dans un monde où la moitié de la population n'a encore jamais utilisé un téléphone, et où on compte encore 880 millions d'adultes illettrés, il est inadéquat, onéreux et inefficace. Mais même si nous reconnaissons l'ampleur du défi, nous ne saurions ignorer le véritable pouvoir de transformation qu'à la technologie pour le développement et pour l'éducation en particulier. Elle fait tomber les barrières du temps et de l'éloignement, et donne accès à de vastes réservoirs d'information, qui vont des manuels scolaires à une technologie qui, autrement, serait inaccessible. Au Mali, par exemple, nous utilisons des unités mobiles d'Internet, qui apportent aux communautés isolées un nouvel accès avec un succès considérable.

En Jamaïque, nous mettons en place avec le gouvernement de nouveaux cyber-centres bibliothécaires qui permettront aux communautés les plus pauvres d'accéder à l'information et aux qualifications. Le fait est qu'un seul ordinateur équipé de l'Internet dans un seul village, cela n'est certes pas la panacée, mais cela peut changer, et cela change effectivement, les choses. Et si ce sont là de petites initiatives, de plus grandes sont déjà en cours, et sont souvent menées en partenariat avec le secteur privé.

Par exemple, Cisco Systems, une entreprise avec laquelle le PNUD travaille pour faciliter la mise en place du site Netaid.org, est fortement impliquée dans la mise en place de Network Académies, pour créer dans les pays en développement des groupes nouvellement qualifiés de travailleurs très calés des TI. Et de l'Indonésie à l'Égypte, les pays investissent plus de ressources pour connecter les écoles et universités. Nous devons aider les autres à emprunter le même chemin.

## Directeur de Publication

Michel KIBANI AKINA

## Comité éditorial

PANA, IPS, EFA

## Rédacteur en chef

Sidy GAYE

## Rédacteurs en chef adjoint

Felix NJOKU, Ann NINAN

## ont collaboré à ce numéro

Mildred MULENGA, Mukeni LAPES, Ali COULIBALY, Oumar DIENG, Bassirou SOW, Aliou SALL (PANA), Judith ACHIENG, Nana Rosine NGAN-GOUE, Marwan MAKAN-MAKAR, Yojana SHARMA, Antoaneta BEZLOVA (IPS), Leila LOUPIS (Unesco), Angela CONSTANZA JEREZ T. (El Tiempo Colombia)

## Photos

Ibrahim MBODJI

## Traduction

Maimouna DIALLO KA,

Carole SMALLIDIOP

## Impression

Imprimerie NIS

## Réalisation

BKM

## Sites Web du Forum et du Journal

EFA : <http://www.education.unesco.org/efa>PANA : <http://www.rapide-pana.com/wef/>IPS : <http://www.ips.org/unesco/index.html>

## Wolfensohn au Forum de Dakar

# Nous serons attentifs à l'Éducation de base



Le Président de la Banque Mondiale, M. James Wolfensohn, a révélé, jeudi, au cours d'une conférence de presse, en marge du Forum sur l'Éducation qui se tient à Dakar qu'il attendait de ces assises la mise sur pied d'un programme permettant un meilleur suivi des actions d'éducation de base préalablement identifiées par les pays et susceptibles d'être financées.

Car, pour M. Wolfensohn, l'objectif en matière de cette éducation est de s'accorder avec ces pays suivant leurs plans et de rassembler ensuite les moyens d'action au niveau de la communauté internationale, de la société civile et des pouvoirs publics.

Je ne pense pas que les limites sur le financement puissent avoir un impact sur ces programmes, a dit le président de la Banque Mondiale. Pour lui : le problème c'est la gestion interne et l'utilisation efficaces des budgets de l'éducation dans les pays demandeurs.

Il a promis l'appui et le soutien finan-

cier de la communauté internationale en faveur de tous les programmes et toutes les actions d'éducation de base sur lesquels les Etats demandeurs engageront leurs responsabilités ainsi que les moyens dont ils disposent. Car, a fait savoir le premier responsable de la Banque Mondiale, le droit à l'éducation ne doit pas être un goulot d'étranglement et tout doit être fait pour contribuer à sa réalisation.

Il a par ailleurs indiqué que les pays qui monteront des Stratégies pour réduire la pauvreté pourraient bénéficier de la suppression de leurs dettes. ●

## Croisade contre l'analphabétisme à Kédougou



L'éducation de la petite fille, premier pas vers le progrès

M. Mark Malloch Brown, administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a exhorté jeudi les populations du département de Kédougou (750 km au sud-est) à redoubler d'efforts pour inscrire leurs enfants à l'école. Surtout les filles. L'administrateur du Pnud, venu au Sénégal pour participer au forum mondial sur l'éducation pour tous jours, ouvert mercredi à Dakar, a tenu à se rendre à Kédougou pour ne pas se laisser conter les difficultés des populations du département le plus déshérité du Sénégal.

Le groupe d'accueil, constitué en majorité des enfants de sept ans à douze ans, dans la communauté rurale de Tomboronto a contraint l'administrateur à interroger publiquement les parents si leurs enfants fréquentent l'école.

La réponse positive fournie au visiteur dont l'institution est un des bailleurs du département dans le cadre du programme Fonds de développement local (FDL) contre la pauvreté l'a rassuré.

"Je dois vous dire qu'un enfant instruit est une source de richesse pour une famille et pour un pays. Le forum mondial sur l'éducation pour tous est la preuve que nous sommes déterminés à trouver des solutions à la sous-éducation des enfants et à l'analphabétisme des adultes" a-t-il déclaré.

Le taux d'inscription des garçons de la

communauté rurale est de 75,5 % contre 35 % il y a cinq ans. Celui des filles est de 50 % alors qu'il était de 18 % à la même période.

Le centre technique féminin a tout le moins été une panacée au taux élevé de l'analphabétisme des filles. Des cours de puériculture et de couture sont dispensés pendant trois ans à des filles qui font un test d'entrée, payent 2000 f cfa pour l'inscription.

La section Elève encadre actuellement 47 élèves dont les pagnes et autres tissus locaux brodés "se vendent bien". Les adultes analphabètes apprennent l'artisanat au centre qui a ouvert ses portes en 1973.

Le nouveau lycée technique industriel de Kédougou, ouvert en décembre dernier, a expliqué son proviseur, relèvera d'énormes défis. Une section locale accueille des enfants qui seront formés à diverses techniques de développement dans des unités d'apprentissage et de production.

La nouvelle structure, la seule au Sénégal, est prête à accueillir près de 80 % des enfants qui ont échoué au cycle élémentaire. Elle a une vocation sous-régionale grâce à la proximité du Mali, de la Gambie et de la Guinée (Conakry). L'administrateur a affirmé à l'issue de sa visite de quelques heures qu'il était comblé et qu'il avait confiance dans "les braves populations de Kédougou".